

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

DEMOLITION ET RECONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DU KREMLIN BICETRE

Catégorie opération 1

167 Rue Gabriel Péri
94043 LE KREMLIN-BICETRE

TABLEAU DES REVISIONS

| Indice | Date | Description |
|--------|------------|--|
| 1 | 10/02/2022 | Plan Général de coordination |
| 2 | 08/07/2022 | Mise à jour suite mise à jour CCTP 1ère partie commun à tous les corps d'état indice 0 |
| 3 | 11/07/2022 | Mise à jour suite mise à jour CCTP 1ère partie commun à tous les corps d'état indice 0 |
| 4 | 30/09/2022 | Mise à jour suite à la réception: - Diagnostic amiante du 29 OCTOBRE 2019 - Diagnostic plomb du 26 Septembre 2019 - Rapport G2 PRO indice B |

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| TABEAU DES REVISIONS | 2 |
| 0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC..... | 5 |
| 0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC | 5 |
| 0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC..... | 5 |
| 0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC | 5 |
| 0.4 EVOLUTION DU PGC..... | 5 |
| 0.5 CONSERVATION DU PGC | 5 |
| 0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION | 5 |
| 1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX..... | 7 |
| 1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION..... | 7 |
| 1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE | 7 |
| 1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS | 8 |
| 1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION..... | 9 |
| 1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE..... | 9 |
| 1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE..... | 9 |
| 1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS..... | 9 |
| 1.8 DIVERS..... | 10 |
| 2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR | 11 |
| 2.1 PLANNING | 11 |
| 2.2 NATURE DE SOL..... | 11 |
| 2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS..... | 11 |
| 2.4 AMIANTE..... | 12 |
| 2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE..... | 12 |
| 2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE | 15 |
| 2.7 DIVERS..... | 16 |
| 3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR | 17 |
| 3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS..... | 17 |
| 3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier | 18 |
| 3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier | 19 |
| 3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES..... | 22 |
| 3.2.1 Moyens de levage et de manutention..... | 23 |
| 3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place | 24 |
| 3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles | 25 |
| 3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX | 26 |
| 3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER | 26 |
| 3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER..... | 27 |

| | |
|---|-----------|
| 3.5.1 Présence d'amiante | 27 |
| 3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...) | 28 |
| 3.5.3 Travaux divers | 28 |
| 3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES | 31 |
| 3.7 MUTUALISATION DES MOYENS | 33 |
| 3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER | 34 |
| 3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ | 36 |
| 3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS | 37 |
| 4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER | 39 |
| 5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT | 40 |
| 5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX | 40 |
| 5.2 CANTONNEMENTS | 40 |
| 5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES | 43 |
| 5.3.1 Mise en place bungalows | 43 |
| 5.3.2 Cantonnement à étages. | 43 |
| 5.3.3 Installation électrique | 43 |
| 6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE | 44 |
| 6.1 ORGANISATION | 44 |
| 6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES | 45 |
| 6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé | 46 |
| 6.2.2 Interdiction de fumer | 46 |
| 7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS | 47 |
| 7.1 PPSPS | 47 |
| 7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE | 47 |
| 7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS | 47 |
| 7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS | 47 |
| 8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL | 49 |
| 9 Annexes | 50 |
| Projet de règlement CISSCT | 50 |
| Panneau : En cas d'accident | 50 |

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Éviter les risques.
- 2 – Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

DEMOLITION ET RECONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DU KREMLIN BICETRE

167 Rue Gabriel Péri
94043 LE KREMLIN-BICETRE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

- Le projet porte sur la démolition et reconstruction du commissariat du Kremlin-Bicêtre.
- Un projet dont la surface de plancher est d'environ 2700m² avec une cour de service d'environ 680m². Le futur commissariat est conçu pour accueillir 240 agents.
- Un espace dédié au public permet l'accueil d'une vingtaine de personne supplémentaire.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

- 5 niveaux (R-2 à R+2) + terrasse technique

Nature de la couverture / toiture

- Toiture terrasse végétalisée.

Nature des façades

- Maçonnerie en brique pleine, teinte claire.
- Moucharabieh de brique, teinte claire.

Autres

- Menuiseries extérieures en aluminium anodisé.
- Installation de l'antenne radio qui nécessite une méthodologie particulière

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

| | | |
|-----------------------|---|----------------------|
| Maître d'ouvrage | PREFECTURE DE POLICE DE PARIS 1 BIS RUE DE LUTECE 75004 PARIS | TEL : 0 |
| Architecte | Ateliers 2/3/4 234, rue du Faubourg Saint-Antoine 75012 PARIS | TEL : 0155251510 |
| Inspection du travail | DRIEETS 94 Immeuble Le Pascal - Hall B - Avenue du Général de Gaulle - CS 90043 94046 CRETEIL CEDEX | TEL : 01 49 56 29 28 |
| CRAM | CRAMIF 94 Immeuble le Grand T - 12, rue Georges Enesco 94007 CRETEIL CEDEX | TEL : 01 42 07 35 76 |
| OPPBTP | PREV. OPPBTP 25, avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE BILLANCOURT | TEL : 0146092700 |

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - Injection
- N°02 - Curage - Désamiantage - Démolition
- N°03 - Gros Œuvre - Etendu
- N°03/01 - Gros Œuvre
- N°03/02 - Etanchéité
- N°03/03 - Traitement de Façade
- N°03/04 - Menuiseries extérieures - Occultations
- N°03/05 - Cloisons - Doublages
- N°03/06 - Menuiseries intérieures
- N°03/07 - Plafonds suspendus
- N°03/08 - Revêtements de sol
- N°03/09 - Métallerie - Serrurerie
- N°03/10 - Peintures
- N°04 - Plomberie - Chauffage - Ventilation

- N°04/01 - Plomberie
- N°04/02 - Chauffage - Ventilation
- N°05 - Electricité courant fort et courant faible
- N° 03/11 - Ascenseurs

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 21 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 40.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 1 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994 avec constitution d'un CISSCT.

Mode de dévolution des travaux : Macro lot

L'opération de catégorie 1 est soumise à CISSCT, dont le projet de règlement est en annexe.

Si des travailleurs détachés sont affectés à l'opération, le maître d'ouvrage doit porter à la connaissance de ces travailleurs (par affiche pérenne apposée dans le local vestiaire) les informations sur la réglementation française de droit du travail qui leur est applicable (durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, EPI obligatoires, droit de retrait). Ces informations sont traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance de ces salariés.

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Voir articles 1.4 et 7.4.

1.8 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol :

- Rapport C21-16064 indice A- Etude géotechnique G2 PRO idu 13/07/2022 réalisée par la société SEMOFI.

Ce document est joint au D.C.E. (Dossier de Consultation des Entreprises).

Pollution des terres :

- Rapport N°190774_V1 Diagnostic environnemental initial des milieux du 16/01/2020 réalisé par la société SEMOFI.SOLPOL

Ce document est joint au D.C.E. (Dossier de Consultation des Entreprises).

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalizations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires : **Lots 1, 2 et 3**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux : **Lots 1, 2 et 3**

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant opération :

- Numéro de dossier : 2019-03-124 - date du repérage : 29/10/2019 par la société BHA environnement

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux).
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.
- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Lot Démolition

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Le plan d'installation de chantier définitif sera établi en phase préparation par le titulaire du lot gros œuvre. Il devra obligatoirement intégrer les dispositions décrites dans les paragraphes qui suivent et préciser :

- L'accès au chantier à partir de la voie publique des véhicules et des piétons
- Le cheminement du personnel des cantonnements jusqu'au chantier
- Le cheminement des véhicules prévu
- Les zones de stockage
- L'emprise des bennes de tri des déchets
- Le positionnement des grues, ascenseurs de chantier, élévateurs, etc.

| Designation | Nature | Implantation | Lot chargé de la réalisation | Lot chargé de l'entretien |
|---------------------------------------|--|--------------------------------------|------------------------------|---------------------------|
| PIC (plan d'installation de chantier) | Le PIC est à transmettre au MO, MOE et CSPS. | Pic à recevoir | Lot Gros Œuvre | Lot Gros Œuvre |
| Clôture | <p>Mise en place d'une clôture de chantier délimitant l'emprise des travaux constituée de panneaux rigides grillagés ou pleins de 2m de haut, solidement liaisonnés entre eux et suffisamment lestés pour résister aux rafales de vent et éviter leur renversement.</p> <p>Déplacement en cas de nécessité.</p> <p>Repli en fin de chantier.</p> | Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Œuvre | Lot Gros Œuvre |
| Portail et portillon | <p>Mise en place d'un portail d'accès au chantier à 2 vantaux et d'un portillon pour les piétons</p> <p>L'ensemble sera condamné par un cadenas en dehors des heures d'ouverture du chantier</p> | Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Œuvre | Lot Gros Œuvre |
| Auvent Passage piéton couvert | Installation à réaliser afin de sécuriser le cheminement piéton contre tout risque de chute d'objet,... | Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Œuvre | Oeuvre Lot Gros |

| Designation | Nature | Implantation | Lot chargé de la réalisation | Lot chargé de l'entretien |
|----------------------------|--|--------------------------------------|--|--|
| Homme trafic | 1 à plusieurs hommes trafics pour sécuriser les livraisons, les approvisionnement et l'évacuation des déchets. | Voir plan d'installation de chantier | Chaque lot pour ses propres livraisons et évacuations | Chaque lot pour ses propres livraisons et évacuations |
| Dévolement voirie publique | Conforme au code de la route et à la réglementation en vigueur | Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Œuvre | Lot Gros Œuvre |
| Signalisation | Panneaux de signalisation réglementaires (sortie de camion, traversée de piéton, limitation de vitesse,...). | Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Œuvre | Lot Gros Œuvre |
| Grue et engin de levage | Moyen mécanique pour assurer le déchargement, approvisionnement et déplacement des matériaux et du matériel Moyens et méthodologie à préciser dans le PPSPS de chaque entre entreprise | Voir plan d'installation de chantier | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre |
| Divers | Panneau de chantier PC et liste des intervenants Panneaux réglementaires sur les interdictions et obligations sur un chantier Signalisation intérieure du chantier (orientation, évacuation, point de rassemblement) | Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Œuvre | Lot Gros Œuvre |

Disposition en cas de litige ou de défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux frais de ce dernier.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Un accès chantier unique devra être clairement identifié.

Chaque entreprise tiendra constamment à jour sur le site, une liste de son personnel intervenant, y compris les sous-traitants.

Les ouvriers de chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitants agréées par le Maître d'ouvrage, doivent porter sur leur tenue de travail, bien en évidence, le nom de l'entreprise (logo sur le casque ou sur la tenue de travail ou à défaut un badge lisible).

Chaque salarié doit avoir sur lui la carte professionnelle du BTP

Liste de personnel à fournir au maître d'ouvrage.

Ne pourront pénétrer sur le chantier que les personnes autorisées :

- les représentants de la Maîtrise d'Ouvrage
- les représentants de l'équipe de Maîtrise d'œuvre
- le contrôleur technique
- le coordonnateur SPS
- les salariés des entrepreneurs titulaires et de leurs sous-traitants dûment agréés, à jour de la procédure d'inspection commune et ayant remis leur PPSPS. Chacun de ces intervenants devra être identifié clairement par un badge d'entreprise ou par un macaron nominatif aux couleurs de l'entreprise collé sur le casque.

| Designation | Nature | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la gestion |
|--|---|--|--|
| Accès principal | Un accès chantier unique clairement identifié à préciser sur le plan d'installation chantier Tourniquet avec badge d'accès | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Gardiennage | Assurer la fermeture complète des issues du chantier | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre |
| Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP | Obligation à chaque salarié doit avoir sur lui sa carte professionnelle du BTP | toutes les entreprises | toutes les entreprises |

| Designation | Nature | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la gestion |
|--------------------|---|--------------------------------|--------------------------|
| Liste du personnel | Chaque entreprise tiendra constamment à jour sur le site, une liste de son personnel intervenant, y compris les sous-traitants. Chaque entreprise doit communiquer au maître d'ouvrage la liste des personnes à autoriser à accéder au chantier | toutes les entreprises | toutes les entreprises |

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux frais de ce dernier.

2.7 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Disposition générale :

La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434

Les véhicules personnels ne sont pas autorisés à pénétrer dans l'enceinte du chantier

Les véhicules d'entreprise ne sont autorisés que temporairement à pénétrer dans l'enceinte du chantier pour le déchargement de matériaux ou de matériel

En dehors de ces opérations, ces véhicules doivent être stationnés en dehors de l'emprise du chantier

Chaque entreprise est responsable des véhicules de livraison et informera ses fournisseurs des modalités d'accès au chantier

L'accès au chantier par les livreurs est autorisé le temps du déchargement de matériel ou de matériaux

L'entrepreneur commanditaire du matériel ou des matériaux se doit d'accueillir et de guider le fournisseur jusqu'au lieu de livraison

Approvisionnement sur site :

- livraison par camion auto-déchargeable, camion plateau ou camionnette (respecter les gabarits autorisés)
 - homme de manœuvre obligatoire.
 - respect des dispositions du PIC : sens de circulation, aire de livraison, stationnements des véhicules
-

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Disposition générale :

Les circulations menant à la base vie et à la zone de travaux seront nettoyées et maintenues praticables en tout temps (pluie, gel...)

Les cheminements piétons seront séparés des voies de circulation des véhicules.

Les cheminements intérieurs seront dégagés, sécurisés, éclairés et autorisés.

Interdiction d'accéder aux zones non concernées par les travaux et non autorisées.

L'ensemble de ces dispositions doivent être mentionnées sur le plan d'installation de chantier

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

| Désignation | Nature | Implantation | Lot en chargé de la mise en œuvre | Lot chargé de l'entretien |
|-----------------------|--|--------------------------------------|--|--|
| Accueil | Homme trafic pour gérer la sortie et l'entrée des véhicules | Voir plan d'installation de chantier | Chaque entreprise gère ses propres véhicules | Chaque entreprise gère ses propres véhicules |
| Voie intérieure | Voies de circulation intérieure de la zone chantier Empierrement des voies de circulation si nécessaire Entretien/Nettoyage et remise en état de la voirie (intérieur et aux abords du chantier) | Voir plan d'installation de chantier | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre |
| Aire de livraison | Zone de stationnement lors des déchargements Empierrement des aires de livraison Entretien/Nettoyage et remise en état | Voir plan d'installation de chantier | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre |
| Quai de déchargement | Zone de stationnement lors des déchargements Adapter les véhicules aux surfaces de livraisons Plate-forme avec plateaux munis de protections individuelles | Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Aire de stationnement | Emplacement de stationnement des véhicules chantier Empierrement des aires de stationnement Entretien/Nettoyage et remise en état | Voir plan d'installation de chantier | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre |

| Désignation | Nature | Implantation | Lot en chargé de la mise en œuvre | Lot chargé de l'entretien |
|-------------------------|--|--------------------------------------|--|--|
| Signalisation | Panneaux de signalisation routiers réglementaires | Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Homme de manœuvre | Toute manœuvre d'engin de la voie publique au chantier devra obligatoirement être réalisée sous la direction d'un chef de manœuvre Il devra s'assurer que la zone est libre de tout obstacle et veiller à la mise en sécurité des usagers de la voie publique | Voir plan d'installation de chantier | Chaque entreprise gère ses propres véhicules | Chaque entreprise gère ses propres véhicules |
| Avertisseur de manœuvre | klaxon de recul. caméra - écran d'aide visuelle. Homme trafic | zone d'intervention. | Chaque entreprise gère ses propres véhicules | Chaque entreprise gère ses propres véhicules |
| Nettoyage avant sortie | Aire de lavage de roues : La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier et des dispositifs de nettoyage seront prévus en sortie de site afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier. | Sortie chantier | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre |

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

| Désignation | Nature | Implantation | Lot en chargé de la mise en œuvre | Lot chargé de l'entretien |
|-------------|--------|--------------|-----------------------------------|---------------------------|
|-------------|--------|--------------|-----------------------------------|---------------------------|

| Désignation | Nature | Implantation | Lot en chargé de la mise en œuvre | Lot chargé de l'entretien |
|-----------------------------------|---|--|--|--|
| Accès au cantonnement | Mise en place d'un portillon d'accès pour les piétons L'ensemble sera condamné par un cadenas en dehors des heures d'ouverture du chantier | Voir plan d'installation de chantier | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Cheminement cantonnement/chantier | Doivent-être stabilisés, balisés, signalés, éclairés, dégagés et protégés(si nécessaire)contre les risques de chute d'objets. | Voir plan d'installation de chantier | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Séparation piétons/véhicules | Les voies de circulation des véhicules seront séparées des cheminements piétons. | Voir plan d'installation de chantier | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre |
| Protection accès chantier | Tunnel de protection au droit des accès au bâtiment. | Voir plan d'installation de chantier | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Escalier provisoire | Tour d'accès | Accès en fond de fouille durant le terrassement et la réalisation des voiles périphériques Voir plan d'installation de chantier | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |

| Désignation | Nature | Implantation | Lot en chargé de la mise en œuvre | Lot chargé de l'entretien |
|-----------------------------|---|--------------------------------------|--|--|
| Escalier définitif | <p>Escaliers préfabriqués en béton</p> <p>Mis en place à l'avancement de l'élévation du bâtiment</p> <p>Sur le dernier palier le garde corps sera réalisé en béton</p> <p>A défaut, installation de tours d'accès conformes</p> | Voir plan Architecte | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Cheminement sur chantier | Doivent-être stabilisés, balisés, signalés, éclairés, dégagés de tout encombrant. | Voir plan d'installation de chantier | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Œuvre |
| Eclairage | Tous les accès et toutes les circulation doivent être éclairés | Voir plan d'installation de chantier | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Signalisation | <p>Panneaux ou affiches pour orienter et faciliter la circulation sur le chantier</p> <p>Balisage des issues de secours</p> <p>Indiquer les zones interdites d'accès</p> | Voir plan d'installation de chantier | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Lift/ascenseur/monte-charge | Installation de lifts (présence de liftier obligatoire) | Voir plan d'installation de chantier | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |

| Désignation | Nature | Implantation | Lot en chargé de la mise en œuvre | Lot chargé de l'entretien |
|---------------------------|--|--|-----------------------------------|---------------------------|
| Accès couverture/terrasse | Tour d'accès | Accès par la trémie du lanterneau d'accès à la toiture terrasse depuis le dernier niveau du bâtiment Voir plan Architecte | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Auvent protection accès | Tunnel de protection au droit des accès au bâtiment. | Voir plan d'installation de chantier | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Disposition générale :

- En application de la réglementation, les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées et mettre les moyens adaptés (équipement mécaniques) de manière à éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les salariés.

Introduction et installation d'un appareil de levage :

- L'utilisation d'un dispositif ou d'un engin de levage devra être abordée au cours de la visite d'inspection commune et les moyens et modes opératoires de manutention détaillés dans le PPSPS de chaque entreprise.

Mise en commun l'utilisation des appareils levage :

- En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune des appareils de levage et arrêté une convention inter-entreprises.

Autorisation de conduite :

- La conduite des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des intervenants ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.
- Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur

Formation à l'élingage :

- Le personnel amenés à procéder à l'élingage des charges sera formé à cette tâche

Approvisionnement :

- Les matériels et matériaux seront dans la mesure du possible distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements

Besoins en surface magasins / stockage :

- Les entreprises ont la possibilité d'aménager des aires de stockage et des magasins sur les surfaces prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.
- Elles formuleront leur besoin lors de la préparation de chantier

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

| Désignation | Implantation | Lot en chargé de la mise en place | Lot utilisateur | Appareils commandement de manoeuvre |
|-----------------------------|--|---|---|--|
| Grue à tour | Voir plan d'installation de chantier Prévoir une durée supplémentaire de 2 mois après la fin du du Gros Œuvre | Lot Gros Oeuvre | Tous les lots avec une convention de prêt. | Dispositif de communication radio obligatoire entre le grutier et le personnel au sol (habilité) |
| Grue automotrice | Voir plan d'installation de chantier | Tous les lots. <ul style="list-style-type: none"> • A indiquer lors de l'inspection commune au CSPS et informer le MOE-OPC en réunion de chantier. • Le préciser dans le PPSPS avec analyse de risques. • Doit apparaître sur le PIC | Tous les lots. <ul style="list-style-type: none"> • A indiquer lors de l'inspection commune au CSPS et informer le MOE-OPC en réunion de chantier. • Le préciser dans le PPSPS avec analyse de risques. • Doit apparaître sur le PIC | Dispositif de communication radio obligatoire entre le grutier et le personnel au sol (habilité) |
| Recettes à matériaux | Une recette à matériaux par étage et par cage d'escalier Voir plan d'installation de chantier | Lot Gros Oeuvre | Tous les lots | |
| Lift/ascenseur/monte-charge | Installation de lifts (présence de liftier obligatoire) | Lot Gros Oeuvre | Tous les lots | |
| Monte matériaux | Installation de monte matériaux si nécessaire | Lot Gros Oeuvre | Tous les lots | |

| Désignation | Implantation | Lot en chargé de la mise en place | Lot utilisateur | Appareaux commandement de manoeuvre |
|--------------------------|--|-----------------------------------|-----------------|-------------------------------------|
| Camion auto-déchargeable | Aire de livraison Voir plan d'installation de chantier | Tous les lots | Tous les lots | |
| Chariot élévateur | Zone de travail doit-être stabilisée et balisée | Tous les lots | Tous les lots | |
| Transpalette/chariot | Circulations stabilisées, éclairées et dégagées de tout encombrant | Tous les lots | Tous les lots | |

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel

de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Il est recommandé d'établir une convention de prêt afin de formaliser les responsabilités de chacun.

Il appartient à l'emprunteur, tenu à une obligation de sécurité à l'égard de ses salariés, de s'assurer :

- que le matériel est conforme et adapté à l'usage auquel il le destine ;
- qu'il pourra être utilisé en toute sécurité par son personnel. Il est responsable du choix du matériel, de son installation, de l'information et de la formation du personnel amené à utiliser ce matériel.

Cette convention permet de fixer les obligations et les responsabilités entre les deux entreprises.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Phasage et moyens prévus :

- Ascenseur / Monte-charge chantier :

Mise en service anticipée d'un ascenseur pour son utilisation en monte-charge chantier, systématique à partir de R+2 - 1 par bâtiment suivant configuration).

Protection des trémies par le Lot Gros Oeuvre.

Mise en place par l'électricien d'une horloge pour fonctionnement monte-charge pendant les horaires de chantier (lundi - vendredi : 8h00 - 18h00).

- Grue et Approvisionnement

Mise à disposition de la grue du GO aux Corps d'Etats : prévoir une durée de 1,5 mois après la fin des travaux du Gros Oeuvre moyennant la convention d'un prêt de grue.

- Échafaudage et Accès provisoire de chantier

Échafaudage : a la charge du lot Ravalement, pour utilisation par le lot Gros oeuvre, ravalement et couverture.

Mis à disposition suivant planning travaux.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Toutes les entreprises

Lot chargé de l'entretien

Toutes les entreprises

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

| Nature | Moyen de stockage | Implantation | Ventilation | Sécurisation |
|---|---|--------------------------------------|-------------|---|
| Matériaux et matériel nécessaires pour la réalisation des travaux | Stocker sur des plateformes stabilisées | Voir plan d'installation de chantier | | Balisage de la zone de stockage si nécessaire Les matériaux doivent-être accessibles en sécurité |

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

| DESIGNATION | LOCALISATION | FREQUENCE | LOT CHARGE MISE EN PLACE | LOT CHARGE DE LA GESTION |
|------------------|---|---|--------------------------|--------------------------|
| Poste de travail | Tous les postes de travail | Autant que nécessaire pendant les travaux A la fin de chaque journée | Tous les lots | Tous les lots |
| Bennes sur roue | A chaque niveau du bâtiment Voir plan d'installation de chantier | Autant que nécessaire pendant les travaux A la fin de chaque journée | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |

| DESIGNATION | LOCALISATION | FREQUENCE | LOT CHARGE MISE EN PLACE | LOT CHARGE DE LA GESTION |
|--|--|---|--|--|
| Lift/ascenseur/monte-charge/monte-matériau | Voir plan d'installation de chantier | Autant que nécessaire pendant les travaux A la fin de chaque journée | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Translation au sol | Évacuation des bennes à gravois | Autant de fois que nécessaire Rotation des bennes | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Bennes avec tri | Voir plan d'installation de chantier | Autant que nécessaire pendant les travaux | Lot Gros Œuvre (Le Lot 2 mettra ses propres bennes et gèrera ses propres déchets) | Lot Gros Œuvre (Le Lot 2 mettra ses propres bennes et gèrera ses propres déchets) |
| Goulotte | Position selon les besoins de chantier et l'accessibilité des bennes. | Autant que nécessaire pendant les travaux | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Benne couverte | Voir plan d'installation de chantier (si nécessaire : exemple pour les matériaux générant des poussières) | Autant que nécessaire pendant les travaux | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Stockage des déchets interdit à l'intérieur du bâtiment. Mettre les déchets dans les bennes à l'avancement et chaque fin de journée au plus tard.

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux frais de ce dernier.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Lot Démolition

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

| TYPE MATERIAU | LOTS CONCERNES | ZONE DE STOCKAGE | RESPONSABLE EVACUATION | FLILIERE ELIMINATION |
|------------------|---|--|---|----------------------|
| Terres polluées. | Lot Gros Œuvre Lot 1 (selon le rapport et le maillage des travaux d'injection) Lot 2 (selon le rapport et les travaux de terrassement des fondations,...) | Élimination à l'avancement du retrait des zones polluées | Lot Gros Œuvre Lot 1 (selon le rapport et le maillage des travaux d'injection) Lot 2 (selon le rapport et les travaux de terrassement des fondations,...) | Filière adaptée |

3.5.3 Travaux divers

Sans objet.

| DESIGNATION | LOCALISATION | LOT CONCERNE | SECURISATION | CONSIGNE PARTICULIERE |
|-------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------|
|-------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------|

| DESIGNATION | LOCALISATION | LOT CONCERNE | SECURISATION | CONSIGNE PARTICULIERE |
|--------------------------------|---|----------------|---|--|
| Avec flamme ou à point chaud | - Dans la zone d'intervention | - Lot concerné | - Extincteur obligatoire à proximité de chaque point chaud. | - Respecter les fiches techniques et FDS des produit. - Formation à la tâche obligatoire - Pas de coactivité et pas de superposition de tâches dans les zones à points chauds. - Pas de stockage de produits inflammables en toiture en période de forte chaleur - ... |
| Application de produit toxique | - Selon la tâche à réaliser. A préciser par l'entreprise lors de l'inspection commune et dans le PPSPS - Informer le chantier lors de la réunion MOE-OPC | - Lot concerné | - Bloquer l'accès à la zone. | - Respecter les fiches techniques et FDS des produit. - Formation à la tâche obligatoire - Pas de coactivité et pas de superposition de tâches dans les zones à risques. - Aérer la zone - Port des EPI adaptés - ... |

| DESIGNATION | LOCALISATION | LOT CONCERNE | SECURISATION | CONSIGNE PARTICULIERE |
|-------------|---|----------------|---|--|
| Bruit | - Selon la tâche à réaliser (zones extérieures et/ou intérieures) | - Lot concerné | - Interdire l'accès aux zones à forte nuisances sonores | <ul style="list-style-type: none"> - Le chantier sera organisé de manière à limiter le plus le bruit. - L'entreprise mettra en œuvre de façon privilégiée les techniques limitant au mieux les nuisances sonores : matériel électrique, écrans sonores,... - Prévoir des emplacements de stockage,...stratégiques pour optimiser les déplacements avec engins, camions,... - Limiter le nombre de camions de livraisons - Mettre en place un planning de livraison - Utiliser des dispositifs radio pour éviter de crier - Eviter de klaxonner inutilement. - Organiser les stockages et travaux afin d'éviter par exemple les chutes de matériels - La mise en place, à des endroits appropriés, de palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolement acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis. - Veiller à favoriser au maximum l'utilisation d'engins et matériels les moins bruyants possible - Adaptation de |

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Aucun écart ne sera toléré concernant la mise en place et entretien des protections collectives

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Respecter les principes généraux de prévention. (L.4121-2 du Code du travail)

Disposition générales :

Privilégier les protections collectives aux protections individuelles

L'entreprise devra, conformément à la législation en vigueur, mettre en place et assurer le maintien de toutes protections collectives ou individuelles nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les gardes-corps seront à positionner en fonction du mode de pose des gardes corps définitifs pour permettre la mise en place de ces derniers sans dépose anticipée de la protection provisoire.

La réglementation impose aux chefs d'entreprises de mettre à la disposition des salariés des équipements de protection et des matériels appropriés aux travaux à effectuer et aux risques auxquels les travailleurs et occupants sont exposés.

Avant toute intervention sur un poste de travail, l'entreprise, s'assurera de la présence de protections collectives réglementaires.

Pour toutes zones dépourvues de protections collectives définitives, l'entreprise, se chargera de la mise en place de gardes-corps provisoire ou mettra en place un échafaudage type MDS (montage et démontage en sécurité).

Les protections doivent répondre aux exigences des réglementations en vigueur.

Nature des protections collectives :

Les protections seront préférentiellement adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs

Les protections collectives ne doivent pas être déposées ou modifiées.

Si une protection collective en place ne permet pas à une entreprise de réaliser une tâche, elle doit :

- Informer préalablement la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS
- Justifier du caractère impérieux du retrait de la protection
- Proposer une protection d'un niveau équivalent le temps de l'intervention
- Indiquer les mesures temporaires à prendre par son personnel et celui des autres entreprises
- Remettre en place la protection initiale après exécution de la tâche

L'ensemble des protections collectives mises en place devront être conforme à la réglementation et normalisées, les installations de protections collectives ont pour fonction de protéger d'un danger particulier les intervenants.

| Désignation | Type de sécurité | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance |
|-------------------------|--|--------------------------------|------------------------------|
| Fouille | <p>Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent) en périphérie.</p> <p>Blindage pour les fouilles de hauteur de plus de 1m30</p> <p>Blindage sur les hauteur de terrain lâche.</p> <p>Respecter les préconisation du rapport de sol et les recommandations des organismes de prévention</p> | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Tranchée | <p>Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent) en périphérie.</p> <p>Blindage pour les fouilles de hauteur de plus de 1m30</p> <p>Blindage sur les hauteur de terrain lâche.</p> <p>Respecter les préconisation du rapport de sol et les recommandations des organismes de prévention</p> | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Rive de plancher | <p>Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent)</p> | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Trémie petite dimension | <p>réservations installées avant coulage du plancher de type "BONNE" ou similaire.</p> <p>Platelage rigide fixé mécaniquement au sol affleurant le plancher</p> | Lot plomberie | Lot plomberie |
| Trémie grande dimension | <p>Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent)</p> | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |

| Désignation | Type de sécurité | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance |
|---|---|--------------------------------|------------------------------|
| Châssis en façade sur allège < 1m | Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent) Positionnement adapté pour la pose des châssis en sécurité | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Châssis en façade toute hauteur d'étage | Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent) Positionnement adapté pour la pose des châssis en sécurité | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Baie palière d'ascenseur | grille de protection toute hauteur (Gémagrille) | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Périphérie toiture terrasse | Mur extérieur, hauteur d'un étage. | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Gaine ventilation en toiture terrasse | Potelets gardes corps enfichés de 1m de hauteur minimum (lisse, sous-lisse, plinthe ou équivalent) Positionnement adapté pour la pose des grilles des ventilations définitives en sécurité | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Chaque entreprise utilisatrice s'assurera que l'échafaudage répond à ses propres besoins et formalisera la réception de l'ouvrage sous la forme d'un PV de réception.

Chaque entreprise utilisatrice s'engagera à vérifier quotidiennement que l'ouvrage n'a pas subi de dégradations et à ne pas le modifier.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

| Désignation | Localisation | Planification | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance | Utilisateur |
|-------------|--------------|---------------|--------------------------------|------------------------------|-------------|
|-------------|--------------|---------------|--------------------------------|------------------------------|-------------|

| Désignation | Localisation | Planification | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance | Utilisateur |
|--|--|----------------------|--------------------------------|------------------------------|---------------|
| Echafaudage de pied | Voir plan d'installation de chantier | Suivant planning | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Tous les Lots |
| Passerelles périphériques et échafaudage | Voir plan d'installation de chantier | Suivant planning | Lot Gros Oeuvre Lot Façades | Lot Gros Oeuvre | Tous les Lots |
| Nacelles bi-mâts | Voir plan d'installation de chantier | Suivant planning | Lot Façades | Lot Gros Oeuvre | Tous les Lots |
| Echafaudage intérieur | Toutes zones. | Suivant planning | Tous les Lots | Tous les Lots | Tous les Lots |
| Mise en service anticipée monte-charge/ascenseur | Installation et mise en service de lift (avec liftier) Voir plan d'installation de chantier | Au départ de la grue | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Tous les Lots |

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux frais de ce dernier.

| Désignation | Localisation | Planification | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance |
|-------------------------|--------------------------------------|---|--------------------------------|------------------------------|
| Alimentation principale | Voir plan d'installation de chantier | A réaliser avant le démarrage des travaux Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |

| Désignation | Localisation | Planification | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance |
|---|--|---|--------------------------------|------------------------------|
| Armoire générale | Voir plan d'installation de chantier | A réaliser avant le démarrage des travaux Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Alimentation cantonnement | Voir plan d'installation de chantier | A réaliser avant le démarrage des travaux Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Alimentation grue à tour | Voir plan d'installation de chantier | A réaliser avant le démarrage des travaux Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Alimentation équipement manutention verticale | Voir plan d'installation de chantier | Suivant planning Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Alimentation équipements façades | Voir plan d'installation de chantier | Suivant planning Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Oeuvre Lot Gros | Oeuvre Lot Gros |
| Armoires secondaires | Dans chaque zone d'intervention Utilisation maximum d'une rallonge. Pas de rallonge de plus de 25 m. | Suivant planning Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Electricité | Lot Electricité |
| Eclairage circulation verticale | Escaliers | Suivant planning Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Electricité | Lot Electricité |
| Eclairage circulation horizontale | Circulations | Suivant planning Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Electricité | Lot Electricité |

| Désignation | Localisation | Planification | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de la maintenance |
|----------------------------|---------------------------|--|--------------------------------|------------------------------|
| Eclairage de secours | Circulations et escaliers | Suivant planning Vérification électrique à réaliser avant mise en service | Lot Electricité | Lot Electricité |
| Eclairage poste de travail | Zones d'interventions. | A réaliser avant le début de l'intervention. | Tous les lots | Tous les lots |

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulations du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives)

Disposition générale

Travaux superposés :

- Les travaux seront organisés de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. La zone située à l'aplomb des postes de travail en élévation (échafaudage, PEMP...) sera interdite d'accès par la mise en place d'un balisage physique large.

Accessibilité et stabilité :

- Afin de permettre l'utilisation d'un échafaudage ou l'utilisation d'une plateforme mobile d'élévation de personnel pour l'exécution des travaux de façade, l'entrepreneur du lot VRD devra assurer préalablement le nivellement et le compactage des abords des façades sur toute la périphérie du bâtiment

Lots concernés :

- Tous les corps d'état

Localisation :

- Selon le phasage des travaux

Mesures prises :

- A mentionner dans chaque PPSPS, méthodologie ou phasage. Le PPSPS doit contenir les mesures de prévention liées aux travaux en site occupé.
- En absence de moyens efficaces, les travaux seront réalisés en horaires décalés.
- Isolation de certaines zones (travaux bruyants, nocif, utilisation de substances toxiques)

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux frais de ce dernier.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

- Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux frais de ce dernier.

| Désignation | Lots concernés | Types d'intervention | Conditions d'intervention | Sécurisation |
|-------------|---------------------------------|--|---------------------------|--|
| Démolition | Lot Démolition | Démolition - désamiantage | Sans Co-activité | Chantier clos et indépendant |
| Fondations | Lot Injection Lot Gros Œuvre | Mise en œuvre de coulis par injection pour la consolidation des sol et le comblement des carrières Fouilles pour fondations et tranchées des réseaux enterres | Sans co-activité | Chantier clos et indépendant |
| Tranchées | Lot Gros Oeuvre | Tranchées des réseaux enterres | Sans co-activité | Blindage pour les tranchées de plus de 1m30 et sur la hauteur des terrains lâches. Protections collectives rigides en tête et sur la périphérie de la fouille. Prévoir un accès sécurisé réglementaire |

| Désignation | Lots concernés | Types d'intervention | Conditions d'intervention | Sécurisation |
|------------------------------|------------------|---|---|--|
| Pose d'éléments préfabriqués | Lot Gros Oeuvre | Déchargement, chargement, levage, manutention, stockage, mise en place,... | Sans co-activité dans la zone | Formation obligatoire Vérification de la stabilité et la fixation du chargement Moyen de stockage sécurisés contre le risque de basculement, renversement,... Appareils de levage adaptés et à jour en vérification Dispositif de levage intégré Prévoir un dispositif de liaison radio |
| Travaux en hauteur | Lots Tous les | Intervention sur les façades, faux plafonds, maçonneries, travaux électriques, cvc... | Intervenir à partir de plateforme sécurisée. Interdiction d'intervenir dans les zones ou surfaces dépourvues de protections collectives | Utilisation d'engins équipés de protections collectives. Utilisation d'échafaudage. Utilisation de PIRL Protections collectives rigides en périphérie. |
| Ascenseurs | Lot 3 | Installation des ascenseurs | Barrière rigides de sécurité obligatoire autour de la zone d'intervention. Pas de coactivité à l'intérieur de la zone de montage. | A privilégier les protections collectives pour les interventions. Intervenir en sécurité pour les la mise en place des câblages, guides,... Intervenir en présence de protection collectives en toit de cabine Mettre des barrières rigides sur la zone palière concernée par l'intervention. |

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

SANS OBJET

Disposition en cas de litige ou défaillance

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Le montant des travaux de l'opération étant supérieure à 760.000 €, le Maître d'Ouvrage est tenu de respecter l'obligation de VRD préalables avant toute autre intervention, c'est-à-dire :

- de faire réaliser des voies d'accès praticables et éclairées pour les véhicules et les piétons jusqu'au périmètre d'emprise du chantier
- de faire réaliser un raccordement à un réseau d'eau potable alimentant les cantonnements
- de faire réaliser un raccordement à un réseau de distribution électrique dont la puissance doit être suffisante pour répondre aux besoins des cantonnements
- de faire réaliser l'évacuation des eaux usées

| Désignation | Localisation | Phasage | Lot chargé de l'intervention |
|-------------------------|--------------------------------------|---|---|
| Voie d'accès principale | Voir plan d'installation de chantier | Travaux préparatoires avant démarrage des travaux | Lot Gros Oeuvre |
| Desserte intérieure | Voir plan d'installation de chantier | Travaux préparatoires avant démarrage des travaux | Lots 01 et 02 pendant leurs phases de travaux respectifs puis Lot Gros Oeuvre |
| Eau potable | Voir plan d'installation de chantier | Travaux préparatoires avant démarrage des travaux | Lot Gros Oeuvre |
| Eau usées | Voir plan d'installation de chantier | Travaux préparatoires avant démarrage des travaux | Lot Gros Oeuvre |
| Eau pluviale | Voir plan d'installation de chantier | Travaux préparatoires avant démarrage des travaux | Lot Gros Oeuvre |
| Electricité | Voir plan d'installation de chantier | Travaux préparatoires avant démarrage des travaux | Lot Gros Oeuvre |

5.2 CANTONNEMENTS

Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier doivent obligatoirement être mis en place en période de préparation et maintenus opérationnels jusqu'à la fin du chantier.

Les cantonnements seront équipés d'éclairage , de chauffage, ventilation, climatisation (réfectoires), de revêtements de sol.

Le nettoyage et la désinfection des cantonnements devront être effectués au moins une fois par jour par le lot Gros Oeuvre

Toute réduction ou retrait des installations en cours de chantier sera préalablement soumise à validation au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. A défaut d'accord préalable, le rétablissement de l'installation d'origine sera exigible sans aucune contrepartie par l'intervenant ayant pris l'initiative de la modification.

| Désignation | Effectif de base | Localisation | Aménagement particulier | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de l'entretien | Lot chargé du nettoyage |
|-------------|---|--------------------------------------|---|--------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Vestiaires | 40 compagnons Le nombre peut évoluer avant le démarrage et au cours de chantier. Base vie à adapter par l'entreprise | Voir plan d'installation de chantier | Conforme aux recommandations de la CRAMIF | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Réfectoire | 40 compagnons Le nombre peut évoluer avant le démarrage et au cours de chantier. Base vie à adapter par l'entreprise | Voir plan d'installation de chantier | Conforme aux recommandations de la CRAMIF | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |

| Désignation | Effectif de base | Localisation | Aménagement particulier | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de l'entretien | Lot chargé du nettoyage |
|------------------|--|--------------------------------------|---|--------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Sanitaires | <p>40 compagnons Le nombre peut évoluer avant le démarrage et au cours de chantier. Base vie à adapter par l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> • Minimum 1 urinoir + 1 WC (avec point d'eau) pour maximum 20 compagnons | Voir plan d'installation de chantier | Conforme aux recommandations de la CRAMIF | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Douches | <p>40 compagnons Le nombre peut évoluer avant le démarrage et au cours de chantier. Base vie à adapter par l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> • Minimum 1 douche pour 8 compagnons | Voir plan d'installation de chantier | Conforme aux recommandations de la CRAMIF | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Bureaux | CCTP 1ère partie commun à tous les corps d'état indice 0 | Voir plan d'installation de chantier | | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |
| Salle de réunion | Suivant CCTP | Voir plan d'installation de chantier | | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |

| Désignation | Effectif de base | Localisation | Aménagement particulier | Lot chargé de la mise en place | Lot chargé de l'entretien | Lot chargé du nettoyage |
|--------------|---|--------------------------------------|-------------------------|--------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Lavage botte | 2 lave-bottes à l'entrée de la base vie | Voir plan d'installation de chantier | | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'œuvre se réserve le droit, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce, aux frais de ce dernier.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

- Le Lot Gros Œuvre adaptera la base vie à l'effectif de pointe du chantier.
- Le Lot Gros Œuvre réalisera une courbe d'effectif du chantier pour toute la durée des travaux avant la commande de la base vie. (La valider par l'OPC)

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Lot Gros Oeuvre

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

| Désignation | Contrôle avant mise en exploitation | Contrôle périodique |
|--------------|-------------------------------------|---------------------|
| Lot concerné | Lot Gros Oeuvre | Lot Gros Oeuvre |

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

| Désignation | Localisation | Disposition particulière | Signalisation | Lot chargé de la mise en place |
|--------------------------|---|---|---|--------------------------------|
| Téléphone d'urgence | Base Vie | Sapeur Pompiers - Tél: 18 SAMU - Tél: 15 Police - Tél : 17 Général - Tél: 112 | Emplacement à afficher | Lot Gros Oeuvre |
| Liaison avec les secours | Les secouristes | | Les secouristes porteront un macaron distinctif sur le casque | Tous les Lots |
| Accès secours | Accès chantier | S'assurer dans la mesure du possible que les circulations verticales et horizontales sont bien dégagées | Se positionner à l'entrée du chantier de façon à accompagner les secours sur les lieux du sinistre. | Lot Gros Oeuvre |
| Point de rencontre | Voir plan d'installation de chantier | | Emplacement à afficher | Lot Gros Oeuvre |
| Secouriste | 1 secouriste minimum pour 20 ouvriers sur le chantier | | Les secouristes porteront un macaron distinctif sur le casque | Tous les Lots |
| Trousse de secours | Base Vie | | Emplacement à afficher | Lot Gros Oeuvre |
| Défibrillateur | Base Vie | | Emplacement à afficher | Lot Gros Oeuvre |

| Désignation | Localisation | Disposition particulière | Signalisation | Lot chargé de la mise en place |
|-------------------------|---|--|------------------------|---|
| Nacelle blessé | Voir plan d'installation de chantier | Accès à la nacelle propre et dégagé. | Emplacement à afficher | Lot Gros Oeuvre |
| Extincteur cantonnement | Base vie (cantonnement de personnel, bureaux et salle de réunion) • Ils doivent être visibles et facilement accessibles (art. R.4227-29 du Code du travail) Dans les locaux de stockage communs | 1 appareil de 6 litres d'eau pulvérisée pour 200 m2 de plancher. | Emplacement à afficher | Lot Gros Oeuvre |
| Contrôle périodique | Une fois par an, une vérification doit être effectuée par un technicien compétent ou un organisme/une personne certifié(e) | | | Lot Gros Oeuvre |
| Extincteur chantier | Les emplacements des extincteurs doivent être choisis à proximité des points où un début d'incendie est à craindre. | | Emplacement à afficher | Lot Gros Oeuvre -chaque entreprise mettra des extincteurs en nombre suffisant leurs zones à points chauds, dans leurs bureaux et leurs propres locaux de stockage. |

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

- Les zones de travaux où seront générés des points chauds devront être protégées à l'aide de bâches ignifugées
- L'entreprise devra vérifier, 2 heures après les derniers travaux générant des points chauds, à l'aide d'une caméra thermique pour prévenir les incendies en détectant les points chauds avant qu'ils ne provoquent un embrasement.

Stockage de produits dangereux

- Chaque entrepreneur veillera à assurer la prévention et la protection contre tout risque d'incendie de ses matériaux.
- Les dépôts de matériaux inflammables seront interdits à l'intérieur de l'immeuble.
- Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés à l'extérieur dans des zones très délimitées et précises prévues à cet effet dans des containers métalliques parfaitement ventilés comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.
- Le plan d'installation du chantier sera tenu à jour en conséquence

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Interdiction de travail avec ouvrier isolé

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut

de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL

Règlement de CISSCT est joint en annexe (si opération de 1ère catégorie uniquement)

ANNEXES

DEMOLITION ET RECONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DU KREMLIN BICETRE

167 Rue Gabriel Péri
94043 LE KREMLIN-BICETRE

| Liste des annexes |
|-----------------------------------|
| 1 - Projet de règlement de CISSCT |
| 2 - Panneau : En cas d'accident |

9.1 Projet de règlement CISSCT

Chantier : DEMOLITION ET RECONSTRUCTION DU COMMISSARIAT DU KREMLIN BICETRE

Maître d'ouvrage :

Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE DU CISSCT :

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) est constitué à l'initiative du Maître de l'Ouvrage, conformément aux articles L 4532-10 et R 4532-77 du Code du Travail et au Décret 95.543 du 4 mai 1995.

Il cessera ses activités sur sa décision, au plus tard, à la réception des travaux.

Article 2 - LES MISSIONS DU CISSCT :

Les missions du Collège, définies par les articles L 4532-13 et R 4532-90 du Code du Travail sont, notamment :

- 2-1 : d'approuver le règlement du CISSCT.
- 2-2 : de définir les règles communes destinées à contribuer à la coordination des mesures prises pour assurer le respect des mesures de Sécurité et de Protection de la Santé applicables au chantier.
- 2-3 : de s'assurer de la suite donnée aux mesures retenues par les membres du CISSCT et de vérifier que l'ensemble des règles prescrites sont effectivement mises en œuvre, notamment lors des visites de chantier.
- 2-4 : d'examiner les accidents ou incidents du travail survenus sur le chantier et de participer à l'enquête des accidents graves.
- 2-5 : de proposer des formations de sécurité complémentaires et d'examiner les formations réglementaires dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail.
- 2-6 : de régler les difficultés qui pourraient subvenir entre ses membres.

Article 3 - RESPONSABILITE DU CISSCT :

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil, en application des autres dispositions du Code du Travail.
- Les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (article L 4532-14 du Code du Travail).

Article 4 - COMPOSITION DU CISSCT :

4-1 : Les membres ayant voix délibérative :

- 4-1-1 : Le Président du CISSCT, à savoir le Coordonnateur de Réalisation de la Sécurité et de la Protection de la Santé.
- 4-1-2 : Le Coordonnateur SPS de Conception, s'il est différent.
- 4-1-3 : Le ou les divers Maîtres d'œuvre intervenant sur le chantier, ou leurs représentants habilités.
- 4-1-4 : Les entrepreneurs. Le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-5 : Les sous-traitants : Le chef de chacune des entreprises sous-traitantes intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-6 : Ne sont pas tenues de participer au CISSCT, les entreprises qui n'auront pas sur le chantier au moins dix travailleurs pendant au moins quatre semaines, à condition qu'elles n'exécutent pas des travaux à risques particuliers.
- 4-1-7 : Les travailleurs indépendants.

4-2 : Les participants ayant voix consultative :

Un représentant salarié de chacune des entreprises intervenantes (titulaires de marché ou sous-traitantes), effectivement employé sur le chantier et désigné par le CHSCT, ou par les délégués du personnel.

En l'absence de CHSCT ou de délégué du personnel au sein de l'entreprise, le représentant salarié sera choisi par les membres de l'équipe qui intervient sur le site.

4-3 : Peuvent assister aux réunions, avec voix consultative :

- L'agent de contrôle de l'Inspection du Travail ou son représentant.
- L'ingénieur en chef du service prévention de la CRAMIF ou son représentant.
- Le secrétaire du comité régional de l'OPPBTP ou son représentant.
- Le ou les médecins du travail des entreprises qui interviennent sur le chantier. Ces derniers devront indiquer les coordonnées de leur médecin du travail au Président du CISSCT.
- Le Maître de l'Ouvrage ou son représentant.

4-4 : Nomination des représentants :

Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au Président du CISSCT, au plus tard avant la réunion d'adoption du règlement.

Dans la mesure du possible, les représentants seront toujours les mêmes.

4-5 : Liste des membres :

Elle est tenue à jour et affichée sur le chantier par le président du CISSCT.

4-6 : Nota :

Le CISSCT peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé, inscrit à l'ordre du jour de sa réunion.

Article 5 - ATTRIBUTION DU PRESIDENT DU CISSCT :

- 5-1 : Il établit (ou entérine, s'il n'est pas le coordonnateur SPS de conception,) le projet de règlement qui précise le fonctionnement et les missions du CISSCT.
- 5-2 : Il s'assure de la continuité et de l'application de la coordination des mesures adoptées par le CISSCT et le respect des règles de santé et de sécurité du travail applicables au chantier.
- 5-3 : Il convoque les membres du CISSCT et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes.
- 5-4 : Il diffuse et arrête l'ordre du jour des réunions.
- 5-5 : Il préside les réunions avec voix prépondérante, ainsi que spécifié à l'article 6 ci-dessous.
- 5-6 : Il signe et annexe les procès verbaux des réunions, après leur adoption par le CISSCT, dans un registre mis à disposition, sur le chantier, et les conserve pendant cinq ans après la réception de l'ouvrage.
- 5-7 : Il représente le CISSCT à l'égard des tiers pendant la période d'activité du CISSCT et a autorité, dans le cadre de sa mission, sur le personnel mis à disposition du CISSCT.
- 5-8 : Il répond par écrit aux observations formulées par les membres des CHSCT ou des délégués du personnel des entreprises intervenant sur le chantier.
- 5-9 : Il informe les membres du CISSCT de toutes ses actions, accomplies dans le cadre de sa mission de Président.

Article 6 - ADOPTION DES DECISIONS DU CISSCT :

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité simple des membres présents, ayant voix délibérative.
En cas de partage égal des voix, celle du Président emporte la décision.

Article 7 - CONVOCATION DU CISSCT :

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard quinze jours avant la réunion (sauf urgence), à tous les membres du CISSCT et aux participants.

L'ordre du jour, arrêté par le Président, est annexé à la convocation.

Article 8 - REUNION CONSTITUTIVE DU CISSCT :

Le Maître de l'Ouvrage convoque les membres du CISSCT et les participants à une réunion constitutive, qui doit se tenir au plus tard vingt et un jours avant le début des travaux.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 8-1 : L'adoption du règlement du CISSCT.
- 8-2 : L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière de santé et de sécurité.
- 8-3 : L'examen et la définition des règles communes nécessaires pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.
- 8-4 : La fixation de la date de la première réunion du CISSCT suivant l'ouverture du chantier, si cela est possible, sinon voir l'article 9 ci-après.

Le Président du CISSCT transmet le règlement, dès son adoption et à leur demande, à l'agent de contrôle de l'Inspection du Travail, à l'ingénieur du service prévention de la **CRAMIF**, au comité régional de l'OPPBTP.

Le procès verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du CISSCT est joint à cette transmission. Ce PV mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Article 9 - REUNIONS PLENIERES DU CISSCT :

- **9-1 : Première réunion suivant l'ouverture du chantier :**

Le Président convoque par lettre, avec ordre du jour, tous les membres et tous les participants à la première réunion du CISSCT, prévue à l'article R 4532-85 du Code du Travail.

Cette convocation est faite dès le commencement effectif des travaux, lorsque deux entreprises au moins sont présentes sur le site.

- **9-2 : Périodicité des réunions :**

Sans préjudice des dispositions des articles 8, 9 et 10, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente, selon une périodicité de trois mois. Ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé, il pourra être réduit sur proposition du Président si l'importance et la nature des travaux le justifie.

Chaque réunion est précédée d'une visite de chantier.

Le Président peut, en cas de nécessité, provoquer une réunion plénière extraordinaire du CISSCT en dehors des dates initialement arrêtées, notamment sur la demande :

- De la majorité des représentants ayant voix délibérative.
- Du tiers des représentants du personnel.

- Eventuelle du Maître d'Ouvrage.

Ou dans le cas d'accident ou d'incident ayant des conséquences graves pour les ouvriers.

- **9-3 : Objet des réunions plénières :**

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

En plus des points prévus aux articles 8 et 9, ces questions comprennent :

- L'approbation du procès verbal de la réunion précédente.
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la réunion précédente.
- Le résumé de l'activité de la période écoulée depuis la réunion précédente.
- Les suggestions et observations faites par les membres du CISSCT.
- L'examen des accidents ou incidents survenus sur le chantier et l'étude des accidents ou incidents survenus, dont une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le CISSCT.

Il est rappelé que chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du CISSCT, dans les quarante huit heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail entraînant un arrêt.

- Les prévisions d'activité pour le trimestre à venir.

Les délibérations du CISSCT sont consignées dans les procès verbaux établis par le Président du CISSCT et transmises, dans la semaine qui suit la réunion, à tous les membres du CISSCT, aux participants et au CHSCT ou aux délégués du personnel des entreprises.

Les procès verbaux font ressortir notamment :

- L'ensemble des décisions prises par le CISSCT.
- Les compte-rendu des visites de chantier.
- Les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail, ainsi que les formations sécurité complémentaires décidées par le CISSCT.

Article 10 - REUNIONS RESTREINTES DU CISSCT :

Des réunions restreintes peuvent être organisées par le Président ou à la demande d'un membre du CISSCT pour examiner et étudier des mesures propres à résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du CISSCT, ne concernent qu'un nombre restreint d'entrepreneurs.

Les procès verbaux de ces réunions sont communiqués pour information et adoption à la réunion plénière suivante du CISSCT.

Article 11 - APPLICATION DES DECISIONS DU CISSCT :

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et, sans spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier, ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Les mesures et risques communs en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et des Conditions de Travail sont intégrés par le Coordonnateur SPS au Plan Général de Coordination et de Protection de la Santé.

Article 12 - MESURES DE FONCTIONNEMENT DU CISSCT :

La gestion financière de fonctionnement du CISSCT est assurée par le Maître de l'Ouvrage.

Les dépenses engagées par le CISSCT sont supportées au prorata des entreprises concernées.

En cas de défaillance de l'une des entreprises, les dépenses lui incombant seront prélevées par tout moyen à la convenance du Maître de l'Ouvrage.

Le CISSCT peut confier au Président la possibilité de saisir une entreprise affectée au chantier pour pallier à la carence d'une autre entreprise dont les moyens de sécurité et les règles de santé sont insuffisants.

Les frais engagés par la-dite entreprise seront à la charge de l'entrepreneur défaillant.

Article 13 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES :

Tout différend entre les entreprises, à propos des mesures décidées par le CISSCT, fera l'objet d'une conciliation en réunion plénière.

Il en sera de même pour tout différend entre entrepreneur et membre du CISSCT avec voix consultative.

En dernier recours, il sera fait appel au Maître d'Ouvrage pour régler tout litige relatif à l'application du présent règlement, ou de décision prise par le CISSCT.

Article 14 - PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CISSCT :

Suivant les dispositions relatives au décret 95-543 du 4 mai 1995, précisant les modalités de fonctionnement du CISSCT, et plus particulièrement l'article 2 pour l'application des sanctions par les autorités administratives assermentées ; il est rappelé que des contraventions de cinquième classe peuvent être dressées pour toute infraction à la législation.

Dans le fonctionnement du CISSCT, son Président, à la demande du Maître de l'Ouvrage, prévoit, par ailleurs, l'application de pénalités pour :

- Absence du représentant de la direction d'une entreprise intervenant sur le site et dûment convoqué : 500 Euros.
- Absence du représentant salarié dûment convoqué : 500 Euros, à la charge de l'entreprise.
- Non application des décisions prises par le CISSCT : 500 Euros.

Le Président tiendra à jour un tableau des pénalités sur chaque procès verbal de réunion du CISSCT.

Le montant des pénalités sera prélevé, en temps utile, par le Maître de l'Ouvrage sur les situations de travaux émises par les entreprises et affecté à l'aide au financement de formation sur le chantier.

9.2 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: LE KREMLIN-BICETRE
RUE : 167 Rue Gabriel Péri

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 01.49.56.20.21 .